

14
EXTRAIT

de la Biographie des Hommes du Jour;

PAR MM. GERMAIN SARRUT ET B. SAINT-EDME.

(Tome IV, 2^e Partie.)

BIOGRAPHIE

DE

M. CHARLES-JEAN-MARIE LUCAS.



A PARIS,
CHEZ H KRABBE, QUAI SAINT-MICHEL, 15.

1839.

BIOGRAPHIE

DE

M. CHARLES JEAN MARIE LUCAS.

M. LUCAS (*Charles-Jean-Marie*), inspecteur-général de première classe des prisons du royaume, membre de l'Institut (*Académie des sciences morales et politiques*), chevalier de la Légion-d'Honneur, est né à Saint-Brieux (Côtes-du-Nord), le 9 mai 1803. M. Antoine-Charles Lucas, son père, décédé en 1832, après une longue et honorable carrière administrative, où il avait successivement rempli les fonctions de premier adjoint à la mairie de la ville de Saint-Brieux, de membre du conseil-général de son département, de conseiller de préfecture, possédait une fortune qui lui permit d'envoyer le jeune Lucas terminer à Paris ses études, commencées au collège de sa ville natale. M. Lucas

obtint de brillans succès au collège de Bourbon; comme élève de rhétorique, il remporta, en 1821, le prix d'honneur.

Dès l'année suivante, M. Lucas, qui commençait à suivre, à Paris, les cours de l'École de Droit, publia, *sans nom d'auteur*, une brochure sous ce titre : *Les prochaines Elections seront elles constitutionnelles? Dernier avis aux Électeurs, par un ami du régime constitutionnel*. Cette brochure, où rien ne révélait le jeune étudiant de dix-neuf ans, eut du succès, et le résultat des élections en justifia complètement les prévisions.

Deux ans plus tard, M. Lucas, alors étudiant en droit de troisième année, publia un *Résumé de l'Histoire physique, civile et morale de Paris* (in-18). Le but de l'auteur avait été, ainsi qu'il l'indiquait lui-même, d'étudier la vie d'une grande cité, afin d'y démêler les faits politiques et économiques à travers lesquels elle avait successivement passé depuis l'époque de sa naissance jusqu'à celle de la virilité. Les journaux les plus graves, et le *Globe* entre autres, firent l'éloge de ce livre, qui fut immédiatement suivi d'un autre écrit, provoqué par le projet de loi des indemnités à accorder aux émigrés.

La commission de la chambre élective avait proposé de rendre aux émigrés tous les biens nationaux possédés par les hospices, qui recevraient en échange du 3 p. 100. Notre jeune étudiant fit imprimer et distribuer à ses frais, à tous les députés, sous le titre de *Défense des Intérêts des Hospices*, un écrit où il dénonçait aux Chambres et au pays cette spoliation du bien des pauvres. Cet écrit fit dire au général Foy *qu'il était impossible de revêtir de plus de force et de raison la défense des intérêts des Hospices*. L'action valait encore mieux que l'écrit, et M. Lucas en fut dignement récompensé par le rejet du funeste amendement.

Jusqu'ici tous les écrits de M. Lucas semblaient annoncer un écrivain politique; mais nous touchons à l'époque qui va déterminer sa vocation. M. Lucas venait d'être reçu avocat (août 1825), et admis au stage près la Cour royale de Paris, lorsque le commencement de l'année suivante, 1826, vit s'ouvrir simultanément, par le comte de Sellon à Genève, et par la Société de la morale chrétienne à Paris, un double concours sur la question de la légitimité et de l'efficacité de la peine de mort, grave problème dans lequel le génie de Beccaria

avait introduit un doute plutôt qu'une solution. Le nombre des concurrens répondit à l'importance du double concours. Quarante-deux mémoires y furent envoyés, écrits dans toutes les langues vivantes de l'Europe. Les jurys de Genève et de Paris en désignèrent plusieurs fort remarquables, mais ils en signalèrent un qui, d'un avis unanime, avait une incontestable supériorité. Cet ouvrage ne portait aucun nom d'auteur; mais quand il fut reconnu qu'à Genève et à Paris c'était le même lauréat, M. Charles Lucas se nomma. Il était alors âgé de vingt-quatre ans.

A peine livré à la publicité, cet ouvrage fut traduit en plusieurs langues, et partout il réalisa les espérances qu'on avait conçues de son mérite philosophique et littéraire. Les rapporteurs des jurys de Genève et de Paris avaient prédit à cet ouvrage un autre succès d'une plus haute importance. « L'ensemble de cet ouvrage, disaient-ils, la méthode qui y règne, l'abondance et le choix des faits que l'auteur cite à l'appui de ses principes, la supériorité avec laquelle il est écrit, le pouvoir qu'on y reconnaît de porter la conviction dans les esprits, par la force des raisonnemens et l'enchaînement des

« preuves, etc., etc., tout y présageait l'influence qu'il devait exercer sur la société et sur la législation. »

La prédiction ne tarda pas à se réaliser. On vit la question de l'abolition de la peine de mort s'introduire non-seulement dans les discussions de la presse, mais aussi dans celles des Chambres, par voie de pétition; dans les débats des assises, dans les délibérations du jury, dans les conférences du Barreau; elle pénétra jusque dans les boudoirs sous la forme du roman, et on alla jusqu'à mettre en scène sur les théâtres du boulevard, *Léopold*, grand-duc de Toscane, prononçant dans ses états l'abolition de la peine de mort.

M. Lucas comprit que ce mouvement abolitioniste n'avait encore que le caractère d'un engouement passager; que, pour devenir le symptôme d'une réforme sérieuse, il ne lui manquait, peut être, qu'une meilleure direction. Au milieu de la polémique que soulevait son ouvrage, il se renferma dans un silence qu'il ne rompit qu'incidemment, à l'occasion d'un article de M. le duc de Broglie, inséré dans la *Revue française*, auquel il répondit dans la *Revue encyclopédique*, avec autant de puissance de logique que de conve-

nance de langage. L'auteur s'effaçait pour faire place au réformateur, et on va voir que depuis ce moment il en a pris et exercé l'influence en France et même en Europe, en faisant entrer le mouvement abolitionniste dans la bonne voie, c'est-à-dire en cherchant le moyen d'abolir la peine de mort dans celui de la remplacer. On s'occupait plus alors de la question de son remplacement, parce qu'on la croyait généralement facile à résoudre par l'imitation d'un nouveau Botany-Bay. Ce n'était pas seulement des écrits de publicistes, mais les vœux de *quarante-un conseils généraux* des départemens, et de *deux commissions du budget* dans les Chambres, qui demandaient au Gouvernement l'imitation du système anglais de la colonisation pénale en Australie. Avec le rapport officiel de M. Bigge, et l'analyse des débats du parlement anglais, M. Lucas opposa l'autorité des faits à l'engouement irréfléchi du pays pour ce système, qui ne trouvait alors que sa voix pour l'atténuer, et qui bientôt n'en trouva plus pour le défendre.

Il était un autre système dont la France avait appris le nom par la brochure du duc de Liancourt, imprimée en Hollande en

1798, et reimprimée en France en 1819; c'était le *Système pénitentiaire*. Après avoir désabusé la France sur le roman de Botany-Bay, M. Lucas entreprit de lui donner une consciencieuse et complète histoire des divers systèmes de la réforme des prisons en Europe et aux États-Unis, dans le but d'y chercher et dans l'espérance d'y trouver les perfectionnemens à introduire dans la législation criminelle, et le moyen d'y réaliser l'abolition de la peine de mort. M. Lucas mit tant d'activité dans ses voyages et dans ses recherches, que dès 1828 il publia le premier volume de l'*histoire du Système pénitentiaire en Europe et aux États-Unis*. Et ici se posant comme le propagateur déterminé de la réforme, c'est aux Chambres qu'il dédie son ouvrage; il en fait tirer à part l'introduction qu'il distribue, sous forme de pétition, à tous les pairs et députés, afin d'introduire la question dans le sein de la législature, et d'appeler sur elle les débats parlementaires. Après une importante discussion, les deux chambres ordonnèrent le triple renvoi de la pétition aux trois ministres, de l'intérieur, de la justice et de l'instruction publique. M. Lucas ne laisse pas ensevelir sa pétition dans la poussière des cartons

ministériels. La publication de son ouvrage, volume par volume et session par session, devient une tactique habile pour tenir le parlement en haleine, et constituer le gouvernement en demeure de s'occuper de la question que les chambres avaient si solennellement recommandée à sa sollicitude. Aussi dès l'année suivante, paraît un second volume accompagné d'une seconde introduction distribuée de nouveau sous forme de pétition, qui motive un nouveau renvoi au ministère.

Dès 1830, M. Lucas avait obtenu un important résultat : il avait arraché le pays à ses illusions sur Botany-Bay, et l'avait sérieusement fait entrer dans les études et dans les questions de la réforme pénitentiaire.

Lorsque la révolution de Juillet vint mettre tant d'ambitions en travail de pétitions, M. Lucas sentit aussi redoubler son ardeur de pétitionnaire, mais toujours pour la même cause, pour celle de ses principes. Convaincu que le généreux élan qui avait inspiré et caractérisé le triomphe de la cause nationale, permettait de demander et d'obtenir l'abolition de la peine de mort en matière politique, M. Lucas se hâta de rédiger une pétition où il réu-

nit à sa signature celles des membres les plus distingués du Barreau de Paris, et c'est avec l'autorité de cet imposant concours qu'il adressa à la Chambre élective la demande de l'abolition de la peine de mort en matière politique. Quelques jours plus tard, appelé à porter la parole au roi au nom de la députation de sa ville natale : « *Permettez-moi, Sire, dit-il en terminant, d'exprimer un vœu personnel, celui de voir votre règne accomplir une des grandes réformes de la civilisation moderne, l'abolition de la peine de mort.* » Ces paroles inattendues parurent surprendre tout le monde, excepté le roi, qui répondit : « *J'y suis porté par une conviction qui est celle de ma vie entière. Votre vœu est le mien, et je serai tous mes efforts pour qu'ils puissent s'accomplir.* »

La royauté s'était prononcée, la Chambre ne tarda pas à se prononcer à son tour. Déjà, dans la séance de 17 août, M. de Tracy (*Voir sa Notice, t. 1^{er}, 2^e partie, page 246*) avait sanctionné la pétition de M. Lucas, en usant de l'initiative parlementaire pour proposer à la Chambre de prononcer, par une loi, l'abolition de la peine de mort. Quelques jours plus tard, dans la séance du 17 septembre, la Chambre entendait le

rapport suivant : « *M. Charles Lucas, avo-*
« *cat à la Cour royale de Paris, qui, bien*
« *jeune encore, s'est déjà placé au premier*
« *rang de nos écrivains, demande la sup-*
« *pression de la peine de mort. Votre com-*
« *mission n'a pas pensé, comme on l'a sou-*
« *vent fait dans cette enceinte, que le mo-*
« *ment de traiter cette question ne fût pas*
« *arrivé, et elle se serait livrée à cet examen*
« *avec la maturité qu'il commandait, si elle*
« *n'eût été prévenue par la proposition spé-*
« *ciale de M. de Tracy.* » Le rapporteur pro-
posa et la Chambre ordonna le renvoi de
la pétition de M. Lucas à la commission
chargée d'examiner la proposition de
M. de Tracy. On connaît le remarquable
rapport de M. Béranger, les débats qui le
suivirent, l'adresse présentée au roi par
la Chambre et la réponse du roi, qui dé-
clara à la Chambre qu'il partageait son
vœu pour l'abolition de la peine de mort
en matière politique.

La question si heureusement sortie des
débats parlementaires avait une plus
rude épreuve à traverser : celle du pro-
cès des ex-ministres de Charles X. On
avait adressé à ce sujet des reproches à
M. Charles Lucas, reproches qu'on éten-
dait à M. de Tracy, sans même les épar-

gner à la popularité du général Lafayette.
M. Lucas répondit à ces reproches dans
des termes qui méritent d'être rappor-
tés ici :

« Nous répondrons par un mot aux reproches que,
par une solidarité qui nous honore, nous avons en-
cours avec d'illustres citoyens, pour avoir, a-t-on
dit, parlé, avant le procès des ex-ministres, d'une
abolition de la peine de mort, qui ne devait arriver
qu'après leur condamnation et leur exécution même.
Ce qui, franchement et consciemment, nous a tou-
jours fait repousser ces reproches comme immérités,
c'est que nous avons toujours cru et nous croyons en-
core qu'il est des réformes qui ne s'accomplissent ja-
mais en s'écrivant sur le papier ; il leur faut de toute
nécessité un grand fait social pour leur servir d'é-
preuve dans le présent et d'antécédent pour l'ave-
nir. . . Il fallait ou renoncer pour notre révolution
de juillet à cette grande réforme d'humanité, ou la
lui demander précisément quand elle était encore
pure de sang, et devant le premier fait social où elle
avait à décider si elle accepterait ou répudierait les
voies sanguinaires de toutes les révolutions précé-
dentes. »

M. Lucas s'empressa de rassembler ces
importans débats, en y joignant ceux qui
s'étaient agités sur le même sujet dans
nos précédentes assemblées législatives, et
il publia le tout en un volume sous le titre
de *Recueil des Débats des Assemblées légis-*
latives de la France sur la question de la
Peine de Mort, avec une remarquable in-
troduction où il expliquait cette publica-
tion comme un devoir qu'il avait à remplir,
afin de prendre acte, au nom de l'humā-

« nité, des engagements et des résultats obtenus. » *C'est à nous, ajoutait-il, et à tous ceux qui, comme nous, ont plaidé dans cette question la cause des principes et non celle des personnes, à nous emparer de ses résultats au nom de l'humanité; et à en déduire largement toutes les conséquences à son profit. »*

C'était acte d'un dévouement sincère et habile pour la réforme, acte du reste où l'amour-propre pouvait bien aussi n'être pas tout à fait désintéressé, car le nom de M. Lucas avait été si souvent et si honorablement cité dans le cours de ces débats, auprès de ceux de Beccaria et de Livinghton, que c'était véritablement de sa part recueillir et publier de beaux titres de gloire. Disons, toutefois, que l'amour propre de M. Lucas fut discret. Il dédia ce recueil au général Lafayette, et, dans une préface, il reporta sur l'illustre général et sur M. de Tracy tout le mérite du succès.

L'influence de la France est telle, que toutes les questions de réforme qu'elle soulève dans l'ordre moral comme dans l'ordre politique, ont toujours un lointain retentissement. En Saxe, en Belgique, en Suisse, en Portugal, on vit la question de l'abolition de

la peine de mort s'agiter dans les assemblées parlementaires, et partout le recueil des débats législatifs de la France arriva à son adresse, partout l'autorité du nom et du livre de M. Lucas fut invoquée. La vieille Angleterre elle-même s'émut: les abolitionnistes, réunis à Londres et à Dublin, se mirent à pétitionner au parlement, et partout, en Angleterre comme en Irlande, le premier acte de ces associations fut de voter, par acclamations, des remerciemens au général Lafayette et à MM. Charles Lucas et Victor de Tracy, qui avaient bien mérité de l'humanité.

Cependant, loin de se laisser entraîner par le mouvement, M. Lucas faisait effort pour ramener l'activité des abolitionnistes dans les voies de la réforme pénitentiaire, comme la route à la vérité la plus longue, mais la plus sûre d'arriver à une solution sérieuse; toujours vigilant toutefois à défendre le terrain que la question de l'abolition de la peine de mort avait gagné, quand on venait s'y attaquer. C'est ainsi que, lorsqu'en 1855, le gouvernement Belge, cédant aux attaques dirigées contre l'usage constant que le roi avait fait, depuis quatre ans, de son droit de commu-

tation en matière de condamnation capitale, ordonna une exécution à Courtray, M. Lucas dénonça, avec énergie, au tribunal de l'histoire, ce gouvernement qui, engagé depuis quatre ans dans une abolition de fait de la peine de mort par voie de commutation, venait de relever l'échafaud, sans même justifier d'aucun accroissement des crimes capitaux. Tel fut l'effet de cette brochure, citée par tous les journaux belges et reproduite en entier par les revues de ce pays, que quelques autres exécutions qui devaient suivre celle de Courtray, n'eurent pas lieu. Du reste, rentré, après les débats de 1830 sur la peine de mort, dans la voie où la révolution de juillet l'avait trouvé, M. Lucas avait repris la question de la réforme pénitentiaire par voie de pétition aux Chambres. Ce fut alors qu'en novembre 1830, la commission des pétitions de la Chambre des députés, saisie d'une nouvelle pétition de M. Lucas, et convaincue de l'utilité pratique de ses idées, émit à l'unanimité le vœu que le gouvernement l'appelât au sein de l'administration, pour préparer les moyens d'exécution de la réforme. M. Lucas venait d'être désigné à cette mission par un autre suffrage encore, ce-

lui de l'Académie française, qui décernait le grand prix Monthyon à son ouvrage sur le système pénitentiaire en Europe et aux États-Unis, ouvrage éminemment utile par son érudition intelligente, véridique et consciencieuse, mais où l'on ne retrouvait plus la vigueur et l'éclat du style du lauréat de Genève et de Paris.

Une transition difficile dont si peu d'hommes ont soutenu l'épreuve avec succès, quand on les a pris au mot pour les faire passer du conseil à l'application, était semée pour M. Lucas de bien d'autres écueils. Il ne pouvait espérer des dispositions bienveillantes au sein d'une administration où il entraît au nom des critiques mêmes dont il l'avait si énergiquement poursuivie et si cruellement blessée. D'ailleurs, n'eût-il pas rencontré l'hostilité des rancunes, il devait s'attendre à celle des amour-propres qu'on envoyait ainsi à l'école de ce jeune homme de 28 ans. On n'avait pu se méprendre sur la portée du vœu de la chambre, si clairement développé d'ailleurs dans les rapports subséquens des commissions du budget, où M. Lucas était désigné comme l'instrument et l'espérance de la réforme pénitentiaire.

Telle était aussi la signification que l'Europe avait attachée à la nomination de M. Lucas. On lisait, dans une préface du célèbre ouvrage du docteur Julius sur les prisons : « *Si l'institution du système pénitentiaire est aujourd'hui popularisée, si les philanthropes éclairés accueillent avec un vif intérêt tous les documens qui la concernent, c'est surtout aux utiles et glorieux travaux de M. Lucas que la France et l'humanité en sont redevables. M. Lucas n'a jamais reculé devant la crainte de voir ses travaux négligés par les hommes qui seuls avaient le pouvoir de leur donner une importance pratique ; plein d'une confiance qui honore autant son cœur que son talent, il a réitéré ses efforts jusqu'au jour où l'autorité de sa voix fut assez puissante pour fixer l'attention du gouvernement... Il justifiera l'espérance que la France a conçue en le voyant arriver aux hautes fonctions dont il vient d'être investi.* »

Résolu à ne se laisser rebuter par aucun obstacle, M. Lucas commença à attaquer la réforme par le côté où il était le plus urgent et le plus logique d'en aborder la solution, par la question des pénitenciers de jeunes détenus.

Entré dans l'administration à la fin de 1850, il proposa dès le mois de février 1851, un plan d'organisation et de répartition d'établissements de jeunes détenus qui reçut l'approbation du conseil d'État. Alors, M. Lucas, pour en commencer lui-même l'exécution, s'adressa, dans les principales villes qu'il parcourut, à l'administration municipale et départementale et aux conseils généraux : l'inspection devint pour lui un apostolat. C'est un véritable missionnaire qui va partout prêcher la croisade pénitentiaire, et grossit chaque jour le nombre de ses prosélytes par l'autorité de sa parole et l'entraînement de sa conviction. Ici, par une meilleure répartition des détenus dans les bâtimens de la prison, il avise au moyen de ménager un quartier entièrement séparé pour les jeunes détenus ; là, il obtient de l'autorité municipale ou départementale la concession d'un local inoccupé ; ailleurs, à Bordeaux, où ni la ville ni le département ne pouvaient lui offrir un local disponible, se rencontre un vertueux prêtre, l'abbé Dupucht, aujourd'hui évêque d'Alger, qui lui fait offre et don de sa maison pour la convertir en pénitencier de jeunes détenus. C'est ainsi que de tous

côtés, à Lyon, à Bordeaux, à Toulouse, à Rouen, etc., etc., s'élèvent sans bruit et sans frais pour le trésor des établissemens de jeunes détenus, où les localités laissent partout réaliser le bienfait de l'entière séparation des enfans, alors même qu'elles n'admettent pas la complète application du régime pénitentiaire, dont M. Lucas a tracé pour les pénitenciers de Lyon un règlement qui semble avoir posé, dit le rapport du ministre au Roi sur les établissemens de jeunes détenus, *les bases essentielles du régime qui convient le mieux à des enfans, pour corriger leurs mœurs, et leur donner des habitudes d'ordre et d'économie.*

Mais ces établissemens de jeunes détenus réclamaient une mesure complémentaire et essentielle, le patronage de citoyens éclairés et généreux, pour ne pas laisser ces enfans sans surveillance et sans placement à l'époque critique de la libération. Dans une lettre qu'il publie et adresse à M. le baron de Gerando, en janvier 1833, M. Lucas expose la nécessité de l'institution des sociétés de patronage; et, au mois de mars de la même année, il propose et fait agréer à une réunion spéciale de citoyens les motifs et les moyens d'organisation de la société de patronage

des jeunes libérés du département de la Seine, depuis si connue par les services qu'elle a rendus. Puis, une fois le précédent créé à Paris, M. Lucas va dans toutes les villes où se trouve un quartier de jeunes détenus, il rassemble les principaux citoyens de la cité, les harangue avec la chaleur de sa foi qu'il communique à tous par l'ascendant et l'éloquence de sa parole: c'est ainsi que ce tribun de la réforme pénitentiaire propage l'organisation des sociétés de patronage. Qu'on ouvre partout les comptes rendus de ces sociétés, partout l'on y trouvera le nom de leur fondateur proclamé par la reconnaissance publique: « *Il y a un an à peine, dit l'honorable président de la société de Lyon* « devant la première assemblée annuelle, « *que dans notre ville s'est fait entendre* « *l'appel d'un homme de cœur et d'action,* « *qui a dévoué sa vie, son savoir et son ingénieuse activité à tous les ordres de détenus: c'était à créer le patronage lyonnais* « *que M. Lucas nous appelait tous:* » « *C'est la Providence, s'écrie l'abbé Dupucht,* « devant l'assemblée présidée par M. l'archevêque de Bordeaux, *qui l'a ramené* « *parmi nous, pour consolider et couronner* « *son œuvre.* »

« Un homme, disait le président de la
« société de Rouen, s'est rencontré qui,
« sans autre mission que celle de faire le
« bien, avec ses seules ressources et la per-
« sévérance d'une volonté ferme, sans se
« plaindre de l'isolement dans lequel on
« le laissait, marchait à son but; rien
« n'a pu le détourner de sa haute mission...
« M. Lucas a fini par être compris; rien
« maintenant ne pourrait arrêter la voie
« du progrès. »

M. Lucas poursuivait sa mission sans se rebuter, non seulement de l'isolement dans lequel on le laissait, mais même de l'injustice dont il était victime.

« On s'étonne, dit un jour, dans son rap-
« port, une commission du budget, que
« l'un des inspecteurs généraux des prisons
« reçoive 10,000 fr., et que le second, dont
« le nom est européen, n'ait que 7,000 fr.
« de traitement. » C'est à cette réclama-
tion que M. Lucas dut de recevoir enfin,
en 1837, le traitement que la chambre lui
avait alloué en 1831. Il est vrai qu'à cet
acte de réparation pécuniaire, le ministre
qui dirigeait le ministère de l'intérieur
voulut loyalement en ajouter un autre :
dans un rapport au Roi sur les prisons, dis-
tribué aux chambres, il signala hautement

les services rendus par M. Lucas, en dé-
clarant : que c'était sous l'action répétée
de son inspection, que le ministère de l'inté-
rieur avait pu rassembler le plus de faits et
obtenir le plus de résultats dans l'amélio-
ration des prisons.

Mais il s'agissait de sortir enfin des ré-
sultats partiels pour arriver à un système
qui vint généraliser les principes et les ap-
plications. La réforme pénitentiaire atten-
dait encore son programme. C'est au sein
de l'observation des faits et de l'expérience
pratique, que M. Lucas travaillait à le tra-
cer. En 1836 parut le premier volume de
la *Théorie de l'Emprisonnement*.

« Il est heureux pour la France, dit M. Louis
Raybaud, que du sein de la race un peu monton-
nière qui fait de l'administration à la mécanique, il
sorte par intervalle un théoricien, un écrivain géné-
ralisateur, qui, en dehors de ses attributions cir-
conscrites, ait le temps, la volonté et le talent de
s'élever à des vues d'ensemble, et, au milieu de
l'adoration pour ce qui est, trouve le temps de dire
ce qui doit être. Ces hommes, il faut le dire, sortent
rarement des bureaux mêmes; les bureaux façonnent
tellement la pensée à l'excellence des idées
acquises et des procédés en usage, qu'il faudrait
être doué d'un vigoureux et énergique esprit pour
s'isoler des impressions qui en résultent. Les théo-
riciens naissent et grandissent au-dehors des admi-
nistrations, et quand ils y entrent, ils s'y énervent
souvent au point de désertier la pratique de leurs
idées. M. Charles Lucas n'a point fait ainsi. Sous la
Restauration, et quand peu de personnes, dans le
gouvernement et dans la presse, s'occupaient des

réformes à introduire dans le régime des prisons, il a adopté, lui, cette réforme sociale comme le travail important et presque exclusif de sa vie. Voici aujourd'hui son œuvre organique sous ce titre : *De la Théorie de l'Emprisonnement ou de la Réforme des Prisons*, qui non seulement ne désavoue aucune des idées antérieurement émises, mais au contraire les reprend, les résume, les corrobore et les applique. Et pourtant, entre les premiers et son dernier ouvrage, M. Charles Lucas a été nommé inspecteur-général des prisons; il a touché à cet arbre de l'émarginement qui dessèche tant de bras; il a bu à ce Léthé du trésor public qui emporte avec lui tant de sermens et de promesses. Persévérance assez rare ! l'inspecteur-général des prisons est resté à peu près le même homme qui poursuivait en 1827 la réforme de notre régime pénitentiaire ! »

M. Lucas publia l'année suivante les tomes 2 et 3 de cet ouvrage qui a obtenu un grand succès et exercé déjà une si grande influence sur la marche de la réforme en France et en Europe. Des cinq degrés entre lesquels M. Lucas a divisé le programme de la réforme pénitentiaire, il en est quatre où la théorie a été accueillie par un assentiment presque unanime savoir : 1^o pour les *jeunes détenus*, le régime cellulaire de nuit seulement et de travail en commun de jour, soit industriel, soit agricole, avec classement répressif et rémunérateur qui mette en action les mobiles de l'émulation et de l'exemple, de la crainte et de l'espérance; 2^o pour les *prévenus* et *accusés* un système cellulaire de jour et de

nuit qui ne soit qu'un emprisonnement *séparé*, c'est-à-dire qui, en épargnant au prévenu le contact de la cohabitation avec les prisonniers, respecte les communications de la famille et de la défense; 3^o pour les *petits délinquans*, l'*emprisonnement solitaire*, à titre d'*intimidation*, seule influence que la peine puisse exercer ici dans le cadre si limité de la durée; 4^o pour les *détenus passagers* qui doivent être conduits d'un lieu à un autre, le système de *transfertement par voitures cellulaires*. Ce n'est que pour les condamnés à long terme, c'est-à-dire à deux ans et plus, que M. Lucas, ayant repoussé l'emprisonnement solitaire de Philadelphie, excepté comme moyen de remplacer la peine de mort, souleva contre cette partie de sa théorie tous les nombreux adeptes du système pensilvanien. Mais M. Lucas était homme à faire tête à l'orage. « *J'écris*, disait-il en 1858, « *en publiant son troisième et dernier vo-* »
« *lume, au milieu de la désertion des opi-* »
« *nions adverses, et ce qui est plus grave à* »
« *mes yeux, devant les hésitations de plu-* »
« *sieurs gouvernemens. On voit qu'en loyal* »
« *adversaire, je ne cherche pas à contester* »
« *à l'école pensilvanienne le terrain qu'elle a* »
« *gagné, et sur lequel je viens la combattre* »

« avec le calme d'une conviction profonde,
« qui a plus d'une fois appris, à plusieurs
« épreuves, à ne jamais désespérer du suc-
« cès de ce que l'on croit la vérité. » Un an
s'est à peine écoulé, si prompte et si grande
a été l'influence de l'ouvrage de M. Lucas,
que les hésitations des gouvernemens se
sont toutes jusqu'ici résolues dans le sens de
sa théorie, en faveur de laquelle on a vu
successivement se prononcer le duché de
Bade, en Allemagne; en Suisse, le canton
de St.-Gall; en Italie, la Sardaigne dont
le roi a fondé un prix de 5,000 fr. pour
l'architecte national ou étranger qui tra-
cerait le plan de construction le mieux
approprié à l'exécution de la théorie de
M. Lucas, en l'honneur duquel il a fait
frapper une médaille en or, avec cette in-
scription : *Carolo Lucas, in theoreticâ pæ-
norum eximio.*

En France, M. Lucas avait déjà été ré-
compensé de son beau travail par la déco-
ration de la Légion-d'Honneur.

Tel est le point où en sont arrivés le ré-
formateur et la réforme pénitentiaire, car
la gloire de M. Lucas, c'est que la biogra-
phie de l'un est désormais inséparable de
l'histoire de l'autre.

Pour suivre la trace du réformateur,

nous avons perdu celle de l'avocat dont
M. Lucas exerça la profession, de 1825 à
1830, à la Cour Royale de Paris, où il plaïda
avec succès plusieurs causes importantes,
et notamment celle relative à l'abrogation
du règlement de 1723, où il fit, à la Cour
Royale de Paris, rétracter la jurisprudence,
et sauva en partie le commerce de la li-
brairie que ce règlement frappait de mort.

Dans la grave question de droit public
souléevée par l'expulsion de deux Français,
MM. Belet et Jador, du royaume des Pays-
Bas, en violation de la loi fondamentale,
ce fut M. Lucas qui rédigea la remarqua-
ble consultation adressée par le barreau de
Paris au barreau de Bruxelles. Et lors-
qu'une association s'organisa en Bretagne
pour le refus de l'impôt dans la prévoyance
des ordonnances de juillet, ce fut M. Lucas
qui publia l'énergique manifeste de sa pro-
vince sous ce titre : *De l'Association bre-
tonne et de sa légalité.*

Cet écrit produisit une impression pro-
fonde, et mérita à M. Lucas les témoi-
gnages publics d'approbation de tous les
hommes éminens du parti patriote. « *En*
« *lisant l'excellent écrit de M. Lucas sur*
« *l'association bretonne, disait le général*
« *Lafayette, mes droits de demi-Breton et*

« mon entier attachement à son énergique
 « patrie m'ont fait reconnaître avec une
 « vive satisfaction, qu'aujourd'hui, comme
 « en 1788, la Bretagne avait donné un grand
 « et fécond exemple de résistance au pou-
 « voir arbitraire. Nous nous entendons aussi
 « bien sur cet objet, M. Lucas et moi, que
 « sur l'abolition de la peine de mort. »

C'est ainsi que M. Lucas se signala en plusieurs occasions par l'énergie de son opposition aux tendances réactionnaires de la restauration. Depuis la révolution de juillet, M. Lucas a fait preuve de fermeté et de probité par l'indépendance et la persévérance avec lesquelles il a soutenu ses principes en matière de réforme pénitentiaire; mais il serait difficile de porter un jugement motivé sur l'homme politique, car M. Lucas s'est abstenu en toute occasion de le devenir. Voué exclusivement à la réforme qu'il poursuit, il a plusieurs fois décliné les candidatures électorales qui lui étaient offertes, en montrant pour la députation un éloignement qui nous semble une faute, même de son point de vue spécial : car, dans tout pays où il existe une tribune, quiconque aspire, à quel titre que ce soit, au rôle de réformateur, doit viser à y monter.

En 1836, M. Lucas fut élu en remplacement de M. le comte Rœderer, membre de l'Académie des sciences morales et politiques. Les comptes rendus par le journal *l'Institut* et autres journaux, des séances de cette Académie, attestent la part active et éclairée que M. Lucas prend aux travaux de cette classe importante de l'Institut, en s'y montrant, en toute occasion, le partisan de la cause du progrès.

M. Lucas a été, sous la restauration, l'un des principaux rédacteurs de l'ancien journal *le Globe*; il a aussi publié, à la même époque, dans la *Gazette des Tribunaux*, plusieurs articles sur la législation criminelle, sur les prisons et sur les bagnes. Voici les principaux ouvrages de M. Lucas : *Du Système Pénal en général, et de la Peine de Mort en particulier*, ouvrage couronné à Genève et à Paris, 1 vol. in-8°. 1827. *Du Système Pénitentiaire en Europe et aux Etats-Unis*, ouvrage auquel l'Académie française a décerné le grand prix Monthyon, 1828-1830. 2 vol. in-8°. *Recueil des Débats des assemblées législatives de France sur la Question de la Peine de Mort*. 1 vol. in-8°. 1831. *De la Théorie de l'Emprisonnement, ou de la Réforme des Prisons*, 3 vol. in-8°. Paris, 1836-1838. La dédicace de

chacun de ces ouvrages qui ont été traduits à l'étranger, caractérise le but du livre et l'indépendance de l'auteur. L'ouvrage sur la peine de mort est dédié au *Conseil représentatif de Genève*, où M. de Sellon faisait alors sa proposition d'abolition; le système pénitentiaire, aux deux chambres de France; le *Recueil des Débats sur la Peine de Mort*, au général Lafayette; enfin, la *Théorie de l'Emprisonnement*, à lord J. Russel, qui se préparait à en introduire plusieurs parties en Angleterre, où en effet l'emprisonnement *séparé* s'applique en ce moment aux prévenus et aux petits délinquans. A l'occasion de la propagation et de la défense de ses principes, développés dans les ouvrages précédens, M. Lucas a publié plusieurs brochures sous les titres suivans : *Observations sur un article de M. le duc de Broglie relatif à la Peine de Mort*, inséré dans la *Revue française*, brochure in-8° extraite de la *Revue encyclopédique*, mars 1829. — *Première pétition aux Chambres sur la nécessité d'une Réforme pénitentiaire*, brochure in-8., mai 1838. — *Deuxième Pétition aux Chambres sur le même sujet*, brochure in 8°, 1830. — *Observations et pétition aux Chambres pour l'abolition de la Peine de Mort*, 1 brochure

in-8°, 1830. — *Lettre à M. le baron de Gérando, conseiller d'état, sur l'Établissement de Maisons pénitentiaires pour les jeunes détenus*, 1 brochure in-8°, 1833. — *Considérations sur les Établissements destinés aux jeunes Détenus*, brochure in-8°, avril 1833. — *Lettre sur le Régime sociétaire des Maisons centrales de détention*, 1834, brochure in-8°. — *De l'Abolition de la Peine de Mort en Belgique*, brochure in-8°, mars 1833. — *Discours à la Société de patronage des jeunes Libérés de la Seine*, in-8°, mai 1834. — *Appendice à la théorie de l'emprisonnement en réponse à l'école pensylvanienne*, in-8°, 1838. — *Communication à l'Académie des sciences morales et politiques sur les détenus cellulés dans les maisons centrales*, brochure in-8°, 1839 — *Discours à la Société de la morale chrétienne sur l'état de la question des prisons*. brochure in-8°, avril 1839. Enfin, comme publiciste et comme avocat, M. Lucas a publié divers écrits dont voici l'énumération par ordre chronologique : *Les prochaines Elections seront-elles constitutionnelles*, 2 brochures in-8°, 1822 — *Défense des intérêts des Hospices*, brochure in-8°, 1825. — *Résumé de l'histoire physique, civile et morale de Paris*, 1 vol. in 18, 1825. —

Débats judiciaires de l'ordonnance interprétative du règlement de 1723, brochure in-8°, 1828. — Consultation relative à l'expulsion des Pays-Bas de MM. Belet et Jador, brochure in-8°, 1828. — De l'Usure considérée dans ses rapports avec l'économie politique, la morale et la législation, brochure in-8°, 1829. — De l'Association bretonne, brochure in-8. 1830. — De l'action de la Charte sur les ouvrages antérieurs à sa promulgation, brochure in-8°, 1830. — Plaidoyer pour les Commissions des ouvriers typographes, brochure in-8°, 1830. — De l'extinction de la Mendicité par le perfectionnement de l'agriculture, brochure in-8°, 1839.

FIN.

DES MOYENS ET DES CONDITIONS

D'UNE

RÉFORME PÉNITENTIAIRE

EN FRANCE,

PAR

M. CHARLES LUCAS,

MEMBRE DE L'INSTITUT.

Au moins on saura que nous ne faisons pas de la littérature pénitentiaire à l'usage des gens du monde, mais que nous donnons des conseils et des solutions pratiques qui s'adressent aux hommes d'état (p. 59).

PARIS,

AU BUREAU DE LA REVUE DE LÉGISLATION,
RUE DES BEAUX-ARTS, 9.

—
1840.